

DE : C.C.E. BRUXELLES - SEG12 - S.G.  
A : C.E. WASHINGTON - WASHINGTON  
REF: 18:25 30-09-83 000113013 - 000114588

30

TO ALL												Western Union International, Inc.	
H.D.	D.H.D.	INFO.	TRADE	AGRI.	LEGAL	FIN & DEV.	SCI & ENE.	SUP. AG.	ADM.	C.F.			

DUPLICATA POSSIBLE  
TLX REF NR 161227/SG B 11/51

TELEX HEBDOMADAIRE NR 140 DU 30.9.83 DESTINE A L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D'INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

432

## 1. INTRODUCTION

### PREPARATION DU CONSEIL EUROPEEN D'ATHENES

LA COMMISSION A POURSUIVI ACTIVEMENT CETTE SEMAINE CETTE PREPARATION, NOTAMMENT DANS LA PERSPECTIVE DU CONSEIL SPECIAL QUI SE TIENDRA A ATHENES DU 10 AU 13 OCTOBRE. EN CE QUI CONCERNE LE DEVELOPPEMENT DES AUTRES POLITIQUES, ELLE A ADOPTE TROIS COMMUNICATIONS SUR LA BIOTECHNOLOGIE, LES TELECOMMUNICATIONS ET DES PRIORITES A RETENIR DANS SES PRECEDENTES PROPOSITIONS. CES 3 COMMUNICATIONS AINSI QUE CELLES SUR 'ESPRIT' ET DES PROGRAMMES DE RECHERCHE, DONT LE CONSEIL EST DEJA SAISI, S'INSCRIVENT TRES EXACTEMENT DANS LA PERSPECTIVE DEFINIE DANS LA PRECEDENTE COMMUNICATION DU 14 SEPTEMBRE SUR L'AMELIORATION DE LA COMPETITIVITE INTERNATIONALE DES ENTREPRISES EUROPEENNES. LA COMMISSION A EGALEMENT ADOPTE DEUX COMMUNICATIONS SUR:

- DE NOUVELLES ORIENTATIONS POUR LA POLITIQUE DE STRUCTURES AGRICOLES EN FAVEUR NOTAMMENT DES EXPLOITATIONS MOINS PROSPERES ET DES REGIONS DIFFICILES
- LES FONDS STRUCTURELS ET LE FEDER

## 2. AFFAIRES INTERIEURES

### 2.1. CONSEIL AGRICULTURE (26/27 SEPTEMBRE)

ACQUIS COMMUNAUTAIRE : AUCUN PROGRES EN DEPIT D'UNE TENTATIVE DE LA PRESIDENCE DE DEGAGER UNE SOLUTION PARTIELLE NE COUVRANT QUE LE VOLET FRUITS ET LEGUMES. IL EST CLAIR QUE LES TRAVAUX DES PROCHAINS MOIS PEUVENT DIFFICILEMENT ETRE DISSOCIES DU PROGRAMME DES AUTRES INSTANCES DU CONSEIL, Y COMPRIS LE CONSEIL SPECIAL DANS LE CADRE DE L'EXERCICE ATHENES.

CETTE LIAISON S'EST EGALEMENT MANIFESTEE POUR LE REGIME DES RAISINS SECS ET DES FIGUES SECHES POUR LA CAMPAGNE 1983/1984 : UNE SOLUTION TEMPORAIRE INCLUANT, ENTRE AUTRES, LE PRINCIPE DE LA FIXATION D'UN SEIL DE GARANTIE, N'A PU ETRE ACCEPTEE EN RAISON DU SOUCI DE CERTAINES DELEGATIONS DE NE PAS PREJUGER DE L'ISSUE DU DEBAT SUR LA REVISION DE LA PAC, Y COMPRIS POUR LES PRODUCTIONS MEDITERRANEENNES.

SEUL POINT A L'O.J. SUR LEQUEL UN ACCORD A ETE ENREGISTRE : DEUX REGLEMENTS PREVOYANT DES MESURES STRUCTURELLES EN FAVEUR DE LA GRECE (VULGARISATION AGRICOLE ET OPERATIONS D'IRRIGATION).

### 2.2. ENERGIE

LORS DE LEUR REUNION INFORMELLE A ATHENES LE 23 SEPTEMBRE LES MINISTRES ONT SUGGERE UN PROGRAMME DE TRAVAIL EN VUE DE LA SESSION DU CONSEIL PREVUE POUR LE 4 NOVEMBRE QUI DEVRAIT TRAITER LES QUESTIONS SUIVANTES :

- REGIME APPLICABLE AU CHARBON A COKE A COMPTER DU 1.1.84
- COMBUSTIBLES SOLIDES, Y COMPRIS LE VOLET SOCIAL CHARBON
- PROJETS DE DEMONSTRATION.

International Telex Western Union International, Inc.

International Telex Western Union International, Inc.

LA DECISION SUR LES PROJETS DE TECHNOLOGIE POUR LES HYDROCARBURES DEVRAIT INTERVENIR DANS LE CONSEIL "AFFAIRES GENERALES" DU 17 OCTOBRE.

### 2.3. COMITE CONSULTATIF CECA (22/23 SEPTEMBRE)

LE COMITE S'EST CONSACRE A TROIS DOSSIERS :

- SOUTIEN FINANCIER AUX COMBUSTIBLES SOLIDES.- ACCUEIL POSITIF AUX INITIATIVES DE LA COMMISSION, MAIS DOUTES QUANT A LA POSSIBILITE DE TROUVER LES MOYENS FINANCIERS NECESSAIRES.

LA CREATION D'UNE TAXE SUR LA CONSOMMATION D'ENERGIE A SUSCITE CHEZ CERTAINS UNE GRANDE HOSTILITE (A ATHENES A L'ISSUE DES CONSEILS INFORMELS ENERGIE ET INDUSTRIE DU DERNIER WEEK-END, LE PRESIDENT A DECLARE QUE LES MINISTRES AVAIENT REJETE L'INTRODUCTION D'UN IMPOT SPECIAL SUR LA CONSOMMATION D'ENERGIE ET QU'EN AUCUN CAS CETTE QUESTION NE SERAIT SOUMISE A UN NOUVEL EXAMEN) .,

- PROGRAMME PREVISIONNEL ACIER - 4EME TRIMESTRE : LE DEBAT A ETE CENTRE SUR LE PROBLEME DES IMPORTATIONS ET IL A ETE ESTIME QU'EN MATIERE DE QUANTITES ET DE PRIX, UNE DISCIPLINE SEMBLABLE A CELLE IMPOSEE AUX PRODUCTEURS DE LA COMMUNAUTE DEVRAIT ETRE RESPECTEE PAR LES IMPORTATEURS .,

- RESTRUCTURATION DE LA SIDERURGIE : M. ANDRIESEN A SOULIGNE QUE LES DECISIONS DU 29 JUIN SONT IRREVOCABLES. LA COMMISSION CONSIDERE QUE LA REDUCTION TOTALE DES CAPACITES DE 27 MIO DE TONNES EST L'OBJECTIF MINIMUM A ATTEINDRE ET ESPERE ENCORE QU'ELLE ATTEINDRA 30 MIO.

### 3. RELATIONS EXTERIEURES

#### 3.1. NATIONS UNIES

##### A) VISITES DU PRESIDENT THORN (23-29 SEPTEMBRE)

DURANT SON SEJOUR A NEW YORK LE PRESIDENT A RENCONTRE LE CHANCELIER AUTRICHIEN M. SINOWATZ, LE PRESIDENT MUBARAK, LE PREMIER CANADIEN, M. TRUDEAU ET LES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES DE SINGAPOUR, DU CANADA, DE THAILANDE, DU BRESIL, DE LA CHINE ET DE FINLANDE. PAR AILLEURS, LE PRESIDENT A ASSISTE AU SOMMET DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT REUNIS A L'INITIATIVE DE MME GANDHI. IL A PARTICIPE AUX REUNIONS DE LA TROIKA QUI ONT EU LIEU, D'UNE PART AVEC LE JAPON ET, D'AUTRE PART, AVEC LE GROUPE CONTADORA. ENFIN LE PRESIDENT A EU UN ENTRETIEN AVEC LE SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES, M. PEREZ DE CUELLAR.

##### B) OUVERTURE DE LA 38E ASSEMBLEE GENERALE

LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA GRECE S'EST EXPRIME AU NOM DES DIX DEVANT L'ASSEMBLEE GENERALE LE 27 SEPTEMBRE. IL A RAPPELE LA POSITION DE LA COMMUNAUTE SUR UN CERTAIN NOMBRE DE QUESTIONS POLITIQUES TELLES QUE LE DESARMEMENT, LE PROCHE ORIENT, L'AFGHANISTAN, LE KAMPUCHERA, CHYPRE, L'AFRIQUE DU SUD, LE TCHAD, L'AMERIQUE CENTRALE. DANS LE DOMAINE ECONOMIQUE IL A SOULIGNE L'EGAGEMENT DE LA COMMUNAUTE DANS LE PROCESSUS DE COOPERATION INTERNATIONALE.

EN OUTRE, LES AUTRES ETATS MEMBRES SE SONT EGALEMENT ADRESSES A L'ASSEMBLEE. M. MITTERAND A NOTAMMENT REPRIS LE THEME LANCE DES L'OUVERTURE DE LA SESSION PAR LE PRESIDENT REAGAN, A SAVOIR, LE DESARMEMENT, POUR SOULIGNER LA NECESSITE D'UNE ENTENTE ENTRE L'EST ET L'OUEST SUR CES QUESTIONS.

### 3.2. QUADRILATERALE (OTTAWA 26/27 SEPTEMBRE)

LA RENCONTRE DES MINISTRES DU COMMERCE, PRESIDEE PAR L'HONORABLE GERALD REGAN (MINISTRE D'ETAT AU COMMERCE INTERNATIONAL DU CANADA), REUNISSAIT L'AMBASSEUR WILLIAM E. BROCK, USTR, LE VICE-PRESIDENT HAFERKAMP ET M. SOSUKE UNO (MINISTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL ET DE L'INDUSTRIE DU JAPON).

LA REUNION D'OTTAWA A FOURNI L'OCCASION AUX MINISTRES DE REVOIR LA SITUATION GENERALE DU COMMERCE. ILS SE SONT ENTRETENUS SPECIFIQUEMENT DES MOYENS DE PRESERVER ET DE RENFORCER LE SYSTEME COMMERCIAL INTERNATIONAL ET DE REALISER DE FACON SIGNIFICATIVE DES PROGRES EN CE SENS. PARMIS LES QUESTIONS DISCUTEES FIGURENT UN ABAISSEMENT ACCELERE DES TARIFS DOUANIERS, UN RENFORCEMENT DES DIVERS CODES NEGOCIES LORS DU TOKYO ROUND, DES PROGRES DANS L'ELABORATION D'UNE SOLUTION AU PROBLEME DES SAUVEGARDES, ETC.

PAR AILLEURS, CETTE REUNION A FOURNI AUX MINISTRES UNE OCCASION DE SE RENCONTRER POUR DISCUTER DE QUESTIONS COMMERCIALES INTERESSANT CHACUN DES PAYS.

### 3.3. VENTE US DE PRODUITS LAITIERS A L'EGYPTE

DANS SA REUNION REGULIERE DU 29 SEPTEMBRE, LE CONSEIL INTERNATIONAL DES PRODUITS LAITIERS A REPRIS LA DISCUSSION, ABORDEE EN SESSION EXTRAORDINAIRE LE 12.9. FACE A L'OPPOSITION US ET EGYPT, LE CONSEIL - LIE PAR LA REGLE DU CONSENSUS - N'A PAS ETE EN MESURE D'ADOPTER UNE QUELCONQUE RESOLUTION.

LE RAPPORT OFFICIEL FERA SEULEMENT ETAT DES POSITIONS DE TOUTES LES PARTIES QUI, A L'EXCEPTION DE CES DEUX PAYS, S'INQUIETENT DES EFFETS POTENTIELS DE CETTE VENTE. IL FAUT NEANMOINS NOTER QUE LES AUTRES PARTIES SE SONT DANS L'ENSEMBLE ABSTENUES DE COMMENTER LES CALCULS DES USA ET DE LA COMMISSION SUR LE RESPECT DES PRIX MINIMA FIXES PAR L'ACCORD.

LE REPRESENTANT DE LA COMMISSION A RESERVE LA POSITION DE SON INSTITUTION QUI DEVRAIT SE PRONONCER DANS LES PROCHAINS JOURS SUR D'AUTRES ACTIONS DANS LE CADRE DU GATT, NOTAMMENT SUR LES DISPOSITIONS PERTINENTES DU CODE SUR LES SUBVENTIONS.

### 3.4. CE/US CONSULTATIONS ARRANGEMENT ACIER

LES CONSULTATIONS TRIMESTRIELLES SE SONT DERouleES A BRUXELLES LES 26-27/9. PRINCIPAUX POINTS EVOQUES:

- IMPORTATIONS US EN PROVENANCE DES PAYS AUTRES QUE CE ET JAPON,
- SITUATION ACTUELLE DU MARCHÉ US ET PREVISIONS DU DRI
- APPLICATION DES FLEXIBILITES
- DIVERSION POSSIBLE ET DEMI-PRODUITS
- PERIODE TRANSITOIRE.

TOUS LES POINTS RESTENT OUVERTS. LES DEUX COTES SONT CONVENUS D'EN POURSUIVRE L'EXAMEN DANS UN ESPRIT DE COOPERATION.

### 3.5. JAPON

UNE MISSION DE FONCTIONNAIRES DE LA COMMISSION, CONDUITE PAR MM. PHAN VAN PHI (DG I) ET MOEHLER (DG III) S'EST RENDUE AU JAPON DU 15 AU 22 SEPTEMBRE. ELLE A EU DES CONTACTS AVEC LES DIFFERENTS MINISTERES JAPONAIS QUI ONT PERMIS D'EXAMINER LA MISE EN OEUVRE PAR LES AUTORITES JAPONAISES DE LA REFORME DU SYSTEME DE NORMES ET PROCEDURES D'ESSAI ET DE CERTIFICATION (VOITURES, PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET AGRO-ALIMENTAIRES, ADDITIFS ALIMENTAIRES, APPAREILS ELECTRIQUES, ETC), AINSI QUE L'EVOLUTION DES EXPORTATIONS JAPONAISES DE CERTAINS PRODUITS SENSIBLES.

LA COMMISSION A INSISTE POUR QUE DES MESURES SOIENT PRISES RAPIDEMENT, AFIN D'APPORTER UN CHANGEMENT FONDAMENTAL ET DURABLE DANS L'EVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE. DU COTE JAPONAIS, ON A CONFIRME QUE DES MESURES ETAIENT EN PREPARATION AU SEIN D'UN COMITE INTERMINISTERIEL, MAIS LES TRAVAUX N'ETAIENT PAS AVANCES AU POINT DE POUVOIR FOURNIR DES INDICATIONS SUR LA NATURE EXACTE DES MESURES (DE CARACTERE MACROECONOMIQUE D'OUVERTURE DU MARCHÉ OU DE PROMOTION DES IMPORTATIONS) QUI POURRAIENT ETRE ADOPTEES.

LE VICE-PRESIDENT HAFERKAMP A RENCONTRE LE MINISRE DU MITI UNO EN MARGE DE LA QUADRILATERALE A OTTAWA LE 26 SEPTEMBRE. IL LUI A INDIQUE QUE LA CONTINUATION DE L'AGGRAVATION DU DEFICIT COMMERCIAL DE LA COMMUNAUTE AVEC LE JAPON POUVAIT CONDUIRE A DES REACTIONS INCONTROLABLES EN EUROPE. M. UNO A REPONDU QUE LE GOUVERNEMENT DU JAPON FAISAIT TOUS SES EFFORTS POUR STIMULER LA DEMANDE INTERNE ET ETAIT DECIDE A PRENDRE UNE NOUVELLE SERIE DE MESURLS VERS LA MI-OCTOBRE. AUTRES SUJETS ABORDES: L'ACHAT DE PRODUITS EUROPEENS PAR LES SOCIETES CONTROLEES PAR L'ETAT, LA COOPERATION EN MATIERE DE HAUTE TECHNOLOGIE, LES INVESTISSEMENTS JAPONAIS EN EUROPE ET UNE POSSIBLE VISITE DE M. NAKASONE EN 1984.

LE PRESIDENT THORN A PARTICIPE, LE 27 SEPTEMBRE A NEW YORK, A UNE REUNION DE LA COOPERATION POLITIQUE (FORMULE DE LA 'TROIKA') AVEC LE MINISTRE DEE AFFAIRES ETRANGERES ABE. M. THORN A ATTIRE L'ATTENTION DE SON INTERLOCUTEUR SUR LA GRAVITE DE LA SITUATION DES ECHANGES COMMERCIAUX. M. ABE A FAIT ETAT DE LA VOLONTE DU GOUVERNEMENT JAPONAIS DE STIMULER LA DEMANDE INTERNE ET D ACCROITRE LES IMPORTATIONS.

### 3.6. YUGOSLAVIE

A COMMISSION DELEGATION HEADED BY MR CONTOGEORGIS VISITED YUGOSLAVIA ON 26, 27 SEPTEMBER. THIS VISIT AIMED AT PROMOTING COOPERATION IN TRANSPORT AND TOURISM AS PROVIDED FOR BY THE COOPERATION AGREEMENT.

COMMISSIONER CONTOGEORGIS EMPHASIZED THE IMPORTANCE OF YUGOSLAVIA AS A TRANSIT COUNTRY FOR COMMUNITY TRAFFIC. MATTERS OF COMMON INTEREST SUCH AS TRANSPORT INFRASTRUCTURE DEVELOPMENT IN YUGOSLAVIA, PROMOTION OF COMBINED TRANSPORT, LIBERALIZATION OF PASSENGER TRANSPORT, RAILWAY COOPERATION AND ROAD TRANSIT TAXES AND FACILITATION AT FRONTIERS WERE DISCUSSED.

IT WAS AGREED THAT OFFICIALS OF THE COMMISSION AND YUGOSLAVIA MEET INFORMALLY ONCE OR TWICE A YEAR TO SEEK WAYS OF IMPLEMENTING THE COOPERATION AGREEMENT. AS FAR AS TOURISM IS CONCERNED MR CONTOGEORGIS EXPLAINED THE RECENT INITIATIVES OF THE COMMUNITY AND ALSO EMPHASIZED THE NEED FOR COOPERATION IN THIS FIELD.

### 3.7. COMITE PARITAIRE ET ASSEMBLEE CONSULTATIVE ACP-CEE (BERLIN, 19-23 SEPTEMBRE)

SESSION MARQUEE PAR L'APPROCHE DES NEGOCIATIONS POUR UNE NOUVELLE CONVENTION NOTAMMENT LORS DES DEBATS SUR LE RAPPORT GENERAL SUR LA COOPERATION ACP-CEE, DE M. CAVALEVU, AMBASSADEUR DE FIDJI: PESSIMISME ACP QUANT A LA MISE EN OEUVRE ET AUX RESULTATS DE LA COOPERATION, INSISTANCE POUR L'AMELIORATION DE CERTAINS ASPECTS DE CELLE-CI (NOTAMMENT STABEX ET SUCRE), NECESSITE DE MIEUX PRENDRE EN COMPTE LA DIMENSION HUMAINE (BESOINS DE L'HOMME, SON MILIEU, FORMATION, ETC.).

MM. PISANI ET FRISCH ONT FAIT DES MISES AU POINT QUANT AU STABEX ET AU SUCRE. L'ARGUMENT ACP CONTRE LE DEFAT DE COGESTION A ETE RETOURNE, EN RAPPELANT LES ROLES ACP AUX DIFFERENTES PHASES DE MISE EN OEUVRE DES AIDES. LIEN ETABLI AVEC LES PROPOSITIONS DE DIALOGUES SUR LES POLITIQUES ET LES EXPERIENCES DE STRATEGIES ALIMENTAIRES. DOUTES QUANT A L'UTILITE DE NOUVELLES INSTITUTIONS COGEREES.

DROITS DE L'HOMME: CONFIRMATION DE LA RESOLUTION PENDERS, DE KINGSTON EN FEVRIER DERNIER. M. PISANI A MONTRE LES NUANCES NECESSAIRES DANS L'APPROCHE ET PROPOSE QUE CE SUJET, QUI DOIT ETRE EVOQUE, LE SOIT D'UNE FACON PARTICULIERE ET QUELQUE PEU A PART LORS DES NEGOCIATIONS. MESSAGE BIEN ACCUEILLI.

ADOPTION DE L'INTERESSANTE RESOLUTION FUCHS SUR LA COOPERATION INDUSTRIELLE. ATMOSPHERE POSITIVE AU SUJET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS PRIVES, COMPLEMENTAIRES DES INTERVENTIONS PUBLIQUES.

ADOPTION DE RESOLUTIONS, SANS NOUVEAUTES, NOTAMMENT SUR LA FAIM DANS LE MONDE, LA COOPERATION CULTURELLE, LES ETUDIANTS ACP ET LES TRAVAILLEURS MIGRANTS, LE SUCRE.

DEBAT ANIME SUR L'AFRIQUE AUSTRALE. VIVES ATTAQUES CONTRE LE VOYAGE DE QUATRE PARLEMENTAIRES EUROPEENS DANS LES MAQUIS DE L'UNITA EN ANGOLA (JUILLET). PREOCCUPATION DE LA PLUPART DES MEMBRES EUROPEENS DE DISTANCER LE PARLEMENT DE CETTE INITIATIVE PUREMENT PERSONNELLE. DES RAISONS DE PROCEDURE ONT EMPECHE DE PRECISER LES CHOSES A CE SUJET DANS LA RESOLUTION SUR L'AFRIQUE AUSTRALE.

### 3.8. RAPPORT PROCEDURES ANTI-DUMPING

LA COMMISSION VIENT D'ADRESSER AU PARLEMENT UN RAPPORT SUR LES ACTIONS ANTI-DUMPING ET ANTI-SUBVENTIONS. CE RAPPORT, LE PREMIER DE SON ESPECE, COUVRE LES TROIS ANNEES D'APPLICATION DES DISPOSITIONS ANTI-DUMPING ET DES CODES DU GATT.

L'INDUSTRIE EUROPEENNE A DE PLUS EN PLUS RECOURS A CETTE LEGISLATION POUR SE PROTEGER CONTRE DES PRATIQUES COMMERCIALES DELOYALES.

LA MAJORITE DES PROCEDURES SE TERMINENT PAR L'ACCEPTATION D'ENGAGEMENTS, BIEN QUE 28 DROITS DEFINITIFS AIENT ETE INSTITUES PENDANT LA PERIODE CONSIDEREE.

LA COMMISSION A ACCOMPLI UN EFFORT CONSIDERABLE POUR DIMINUER LA DUREE MOYENNE DES PROCEDURES QUI EST REVENUE DE 9,6 MOIS EN 1980 A 8,7 MOIS EN 1982.

D'AUTRE PART, LES DROITS PROVISOIRES ONT ETE INSTITUES APRES UN DELAI MOYEN DE 4,3 MOIS EN 1982 AU LIEU DE 7,5 MOIS EN 1980.

### 3.9. CONFERENCE MONDIALE SUR L'ENERGIE

LE 12EME CONGRES S'EST TENU A NEW-DELHI DU 18 AU 23 SEPTEMBRE AVEC LA PARTICIPATION DE QUELQUES 3000 DELEGUES, DONT MOINS DE 10 POUR CENT PROVENANT DES PAYS EN DEVELOPPEMENT.

LE PARLEMENT EUROPEEN ETAIT REPRESENTE PAR LA PRESIDENTE ET LE VICE-PRESIDENT DE SA COMMISSION DE L'ENERGIE ET LA COMMISSION PAR MR. JONES, DIRECTEUR A LA DG XVII ET M. LEQUEUX DE LA DG VIII. LES ETATS MEMBRES, AVEC UNE PARTICIPATION DE QUELQUES 485 EXPERTS, CONSTITUAIENT DE LOIN LE PLUS GROS CONTINGENT.

LA PARTICIPATION DE LA CHINE (A COTE DE TAIWAN, DEJA MEMBRE) CONSTITUAIT UN DES EVENEMENTS MARQUANTS DE CE CONGRES.

LES THEMES 'ENERGIE' - 'DEVELOPPEMENT' - 'QUALITE DE LA VIE' ONT FAIT L'OBJET DE 160 COMMUNICATIONS PRESENTEES PAR 50 PAYS ET ORGANISATIONS MAIS AVEC UNE PARTICIPATION TRES FAIBLE DES PAYS EN DEVELOPPEMENT (A L'EXCEPTION DU PAYS HOTE).

EN CONCLUANT LES TRAVAUX, LE CONGRES A RENOUVELE SON APPEL POUR L'INNOVATION TECHNIQUE, L'AUTO-SUFFISANCE, LA DIVERSIFICATION DES RESSOURCES ENERGETIQUES, LA REDUCTION DE LA DEPENDANCE EN PETROLE, LA RATIONALISATION DE L'UTILISATION DE L'ENERGIE, LA CONSERVATION DES RESSOURCES ENERGETIQUES, LA PRISE EN CONSIDERATION DES PROBLEMES DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA QUALITE DE LA VIE, LA COOPERATION INTERNATIONALE ET L'ASSISTANCE AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT.

IL A ETE OBSERVE QUE SI LES OBJECTIFS DES PAYS INDUSTRIALISES ET DES PAYS EN DEVELOPPEMENT POUR PARVENIR AU PLUS HAUT DEGRE POSSIBLE D'AUTO-SUFFISANCE N'ETAIENT PAS FONDAMENTALEMENT DIFFERENTS, LES PREMIERS METTAIENT SURTOUT L'ACCENT SUR LE NUCLEAIRE, LE CHARBON ET L'HYDRO-ELECTRICITE ALORS QUE LES PVD SE CARACTERISAIENT PAR LA SOUS-EXPLOITATION DE LEUR POTENTIEL HYDRAULIQUE. CES DERNIERS DEVRAIENT VOIR LEUR PRODUCTION ET LEUR CONSOMMATION DE PETROLE ET DE GAZ AUGMENTER ENCORE.

SOURCE: TELEX DE M. MACIOTI DU 26 ET 27-9

4. QUESTIONS DIVERSES

LE SECRETARIAT GENERAL EST PARTICULIEREMENT RECONNAISSANT AUX DELEGATIONS DE NEW-DELHI ET NEW-YORK POUR LES CONTRIBUTIONS QU'ELLES LUI ONT ADRESSEES DIRECTEMENT PAR TELEX SANS ATTENDRE LA FIN DES RENCONTRES ET LE RETOUR A BRUXELLES DE NOS REPRESENTANTS. LEUR COOPERATION A PERMIS D'INFORMER LEURS COLLEQUES UNE SEMAINE A L'AVANCE.  
NNNN

64215 EURCOM UW  
21877 COMEU B